

LES ENJEUX DU FORUM SOCIAL MONDIAL DE TUNIS

2 février 2013

Gustave Massiah
Représentant du CRID
Au Conseil International du FSM

Le Forum Social Mondial de Tunis (FSM), du 26 au 30 mars 2013, sera un moment de convergence des mouvements sociaux et citoyens qui inscrivent leur action dans une perspective altermondialiste. En partant des mouvements, il sera l'occasion de penser l'évolution de la situation mondiale et mettra l'accent sur la manière de renforcer le processus au service des mouvements sociaux et citoyens, de leurs mobilisations, de leurs luttes et des alternatives qu'ils portent. Parmi les enjeux, on peut retenir l'évolution de la situation mondiale, la stratégie des mouvements, l'évolution des printemps arabes, le nouveau cycle de luttes et de révolutions ; l'évolution du processus des forums sociaux mondiaux.

Les mouvements et l'évolution de la situation mondiale

Le FSM de Tunis permettra aux mouvements de confronter, à partir de leurs situations, leurs appréciations de l'évolution de l'état du monde. Malgré la profondeur de la crise, la bourgeoisie financière reste encore au pouvoir et la logique dominante reste celle de la financiarisation. Mais la mondialisation est en train d'évoluer et ses contradictions augmentent. Elle se traduit par une différenciation des situations suivant les régions du monde, une sorte de dérive des continents. Chaque grande région évolue avec des dynamiques propres et l'évolution des mouvements sociaux cherche à s'adapter à ces nouvelles situations. Cette évolution modifie les conditions de la convergence des mouvements.

En Amérique Latine, des régimes desarrollistas ou développementalistes, mettent en place des politiques post-néolibérales. Des politiques qui ne sont pas du tout anticapitalistes et qui combinent des gages au marché mondial des capitaux et des politiques sociales avec des redistributions. Elles ont pour conséquence une forme de banalisation de l'altermondialisme et une fragmentation des mouvements sociaux. En Asie, des alliances combinent des bourgeoisies étatiques, nationales et mondialisées. Comme en Amérique Latine, se pose la question sur le rôle des mouvements sociaux des nouvelles puissances qu'on appelle faute de mieux « pays émergents ». Dans ces deux régions, le mouvement social s'organise autour des travailleurs en lutte pour leurs droits et leurs salaires, qui passent des alliances spécifiques avec la bourgeoisie étatique, d'autant que cette dernière contrôle une partie de l'appareil productif.

Au Moyen Orient, le nouveau cycle de luttes et de révolutions débouche sur une période de fortes contradictions. La présence réelle des mouvements est confrontée

à l'émergence de forces politiques se référant à l'islam confrontées au pouvoir gouvernemental, et à l'instrumentalisation des grandes puissances qui cherchent à compenser la chute de leurs alliés dictateurs en jouant des situations. En Afrique, la course aux matières premières et à l'accaparement des terres et la multiplication des conflits et des guerres qui en résulte brouille la dynamique économique réelle et la vivacité des mouvements.

En Amérique du Nord, les nouveaux mouvements, occupy et carrés rouges, sont confrontés à la violence de la réaction des pouvoirs économiques et à la montée des conservatismes inquiétants. En Europe, les mouvements sont confrontés à trois défis principaux : la précarité, la xénophobie, la définition d'un projet européen alternatif. Le premier concerne l'indispensable et très difficile alliance pour les luttes communes entre travailleurs précaires et travailleurs non-précaires. Le second concerne la montée des idéologies racistes et xénophobes qui prolifèrent à partir de la peur et des insécurités sociales, écologiques et civiques. Le troisième concerne la définition d'un projet européen alternatif qui se dégagerait du projet européen dominant et de ses impasses et qui traduirait en termes politiques et culturels l'unité du mouvement social européen.

Confrontés à la nouvelle situation et à la vigueur de la réaction conservatrice, les mouvements déploient une très forte combativité et beaucoup d'inventivité. Ils n'ont pas encore redéfinis les nouvelles formes et les priorités qu'ils veulent accorder à la convergence des luttes internationales. Ils sont conscients de son importance et restent présents dans les espaces existants, notamment dans les forums sociaux, sans toujours les investir avec une attention suffisante.

La stratégie des mouvements

Dans les forums sociaux mondiaux, deux préoccupations sont présentes : la définition de mesures immédiates à imposer par rapport aux conséquences de la crise sur les conditions de vie des couches populaires et la nécessaire définition d'une orientation alternative

De nombreuses propositions immédiates qui ont été avancées dans le Forums depuis dix ans. Par exemple : la suppression des paradis fiscaux et juridiques ; la taxe sur les transactions financières ; la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires ; la socialisation du secteur financier ; l'interdiction des marchés financiers dérivés ; les redistributions de revenus ; la protection sociale universelle ; etc. Ces propositions ne sont pas révolutionnaires en elle-même. Elles sont reprises aujourd'hui par des économistes de l'establishment et même par certains gouvernements. Mais ces déclarations ne sont pas suivies d'effet car elles nécessitent une rupture avec le dogme néolibéral et la dictature des marchés financiers. Et ce sont toujours ces forces qui sont dominantes et qui n'accepteront pas, sans affrontements, de renoncer à leurs gigantesques privilèges. Dans le FSM la question posée est de mener les mobilisations à la hauteur des enjeux.

Une orientation alternative s'est dégagée dans les forums sociaux mondiaux. On peut organiser chaque société et le monde autrement que par la logique dominante de la subordination au marché mondial des capitaux. On peut organiser chaque

société et le monde à partir de l'accès aux droits pour tous et de l'égalité des droits, du local au planétaire. Les mouvements sociaux préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique et démocratique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. Citons : les biens communs et les nouvelles formes de propriété, le contrôle de la finance, le bien-vivre et la prospérité sans croissance, la réinvention de la démocratie, les responsabilités communes et différenciées, les services publics fondés sur les droits, etc. Cette rupture est engagée dès aujourd'hui à travers les luttes, car la créativité naît des résistances, et des pratiques concrètes d'émancipation qui, du niveau local au niveau global, préfigurent les alternatives

Entre la question de l'urgence, celle de la dictature du réalisme, et celle de la transformation structurelle, les mouvements sont confrontés à la nécessité de définir une nouvelle pensée stratégique. D'autant que les mouvements sont confrontés à la question très difficile des nouvelles stratégies militaires, celle de la guerre sans fin et de la déstabilisation systématique.

L'évolution des « printemps arabes »

Le FSM aura lieu en Tunisie. Là où a commencé le nouveau cycle de luttes et de révolutions. Les insurrections méditerranéennes portent une espérance révolutionnaire. Ce qu'il y a de nouveau dans ce cycle de révolutions est en gestation ; il n'est pas prédéterminé. La période amène à ouvrir la discussion publique sur les révolutions et les ruptures. Quelques pistes peuvent être dégagées.

Le temps des révolutions est un temps long et n'est pas linéaire. Les ruptures ne sont pas définitives. Certaines situations sont déviées pour ramener les insurrections populaires à des guerres civiles. Les révoltes populaires contre les régimes dictatoriaux confrontés à des répressions sanglantes ouvrent, de plus, la possibilité à toutes les manœuvres des puissances dominantes et environnantes. Elles rendent plus difficile la perception des enjeux de long terme par rapport aux situations dramatiques.

Au-delà de la démocratisation, étape nécessaire, une orientation alternative à la mondialisation capitaliste est aujourd'hui en gestation. Elle doit répondre aux contradictions sociales, écologiques, géopolitiques, démocratiques. Un autre enjeu majeur est celui d'une nouvelle phase de la décolonisation qui correspondrait au passage de l'indépendance des Etats, qui a caractérisé la première phase de la décolonisation, à l'autodétermination des peuples. Cette nouvelle phase de la décolonisation ne se réduit pas à la montée en puissance des pays dits émergents. Elle se construit dans la convergence des mouvements qui a progressé dans l'espace des Forums sociaux mondiaux. Cette nouvelle phase de la décolonisation va mettre sur le devant de la scène les questions de l'épuisement des ressources naturelles, particulièrement de l'eau, du climat, de la biodiversité, du contrôle des matières premières et de l'accaparement des terres.

Une part de ce qui est nouveau cherche son chemin à l'échelle des régions et n'est visible qu'à l'échelle d'une génération. L'Amérique Latine est sortie des dictatures il y a moins de trente ans. La démocratisation a donné naissance à une période de

démocraties bourgeoises. Ces régimes ont mis en place des systèmes de croissances néolibérales, conformes à la logique dominante, et des démocratisations plus ou moins limitées. Et les Etats-Unis sont passés du contrôle des dictatures à des formes de contrôle des démocraties bourgeoises. Mais, dans ce processus, de nouveaux mouvements sociaux et citoyens se sont développés, modifiant la situation dans de nombreux pays et dans la Région et ouvrant la possibilité à de nouvelles évolutions.

Dans la région Maghreb-Machrek, les contradictions vont s'amplifier entre les tentatives de régimes conservateurs et les nouveaux mouvements sociaux et citoyens. Que seront les nouveaux mouvements sociaux et citoyens qui vont se construire dans la nouvelle période. C'est dans cette perspective que se situe la réflexion sur l'évolution de l'islam politique. C'est aussi dans cette situation que la réalité migratoire dans toutes les régions montre l'importance, exacerbée par la crise, du racisme et de la xénophobie dans toutes les sociétés. Les sociétés sont multiples et le rejet de l'étranger met en danger la cohésion de chaque société.

Le FSM de Tunis permettra l'expression de l'émancipation des peuples de la région : tunisien, marocain, sahraoui, algérien, égyptien, syrien, ... Le peuple palestinien sera à l'honneur avec notamment la présentation des conclusions du tribunal Russell sur la Palestine et la marche de clôture du Forum qui lui sera dédiée.

Le nouveau cycle de luttes et de révolutions

Le FSM à Tunis se tiendra là où la réponse des peuples, à l'accentuation de la crise en 2008 et aux politiques répressives d'austérité, a ouvert un nouveau cycle de luttes et de révolutions. Le vent nouveau parti de Tunis s'est d'abord propagé en Egypte. Il a mis en avant la lutte contre les dictatures et il s'est étendu à toute la région Maghreb-Machrek. Il a traversé la Méditerranée et s'est propagé en Europe du Sud, en Espagne, au Portugal, en Grèce en posant la question de la démocratie réelle. Il a trouvé un nouveau souffle en traversant l'Atlantique à travers les "occupy" Wall Street, London, Montréal. Il prend aujourd'hui des formes plus larges dans de nombreux pays du monde, au Chili, au Canada, au Sénégal, en Croatie, autour de la faillite des systèmes d'éducation et de la généralisation de l'endettement. Le pouvoir économique et le pouvoir politique, à travers leur complicité, ont été désignés comme les responsables de la crise. Ce qui a été démasqué c'est la dictature du pouvoir financier et la « démocratie de basse intensité » qui en résulte.

Au-delà des spécificités, ce nouveau cycle de luttes met en avant la justice sociale, le refus de la misère, des inégalités, de la corruption ; la revendication de systèmes démocratiques qui garantissent les libertés individuelles et collectives, la dignité de chacun ; les contradictions géopolitiques liées à l'hégémonie occidentale ; les contradictions écologiques de plus en plus sensibles. Elles mettent en lumière des contradictions sociales entre les couches populaires et les oligarchies. Elles remettent en cause l'hégémonie culturelle nécessaire à la domination des valeurs de la bourgeoisie et des élites dirigeantes.

Une des questions qui sera discutée à Tunis est celle du rapport entre les nouveaux mouvements et le mouvement altermondialiste. Ces mouvements ne se sont pas

organisés dans le mouvement altermondialiste, même si de nombreuses relations ont existé dès le début. Les nouveaux mouvements sociaux ont leur dynamique propre. Les jonctions avec les mouvements plus anciens de l'altermondialisme existent mais elles sont diffuses. Les mouvements plus anciens de l'altermondialisme devront tirer les leçons de leurs avancées et de leurs limites. Et, comme le dit si bien Esther Vivas pour les nouveaux mouvements : « c'est un prologue ».

La situation en Tunisie

L'appréciation du contexte tunisien est nécessaire. Un Forum social mondial n'est pas organisé par rapport aux situations internes mais il ne peut s'en désintéresser et chaque FSM a eu un impact sur la situation politique interne du point de vue des mouvements sociaux. Cette interrogation est très forte en Tunisie où la situation est relativement instable. Elle ne paraît pas pour l'instant remettre en cause la sécurité nécessaire à la tenue du FSM. Les différents courants intéressés par le FSM ont aussi affirmé que celui-ci ne serait pas un enjeu des luttes entre les tendances et un espace d'affrontements sur les questions internes à la Tunisie.

Le Secrétariat Tunisien du FSM 2013 s'inscrit dans le Comité de suivi du Forum social maghrébin qui en élargit l'assise. Ces mouvements tunisiens représentent une base large inscrite dans la société civile tunisienne. Une des questions posées est celle de l'organisation d'un forum inclusif permettant à tous les courants défendant des positions compatibles avec la Charte des principes du FSM d'y participer. Pour que le forum ne soit pas exclusif, il faut laisser jouer la diversité en l'élargissant aux mouvements qui peuvent naître de l'évolution de l'islam politique.

La question de la sécurité du Forum est souvent posée. Cette interrogation est très forte en Tunisie où la situation est instable. Il y a actuellement quatre pôles en confrontation : le pôle aujourd'hui majoritaire avec un groupe dominant, Ennahda dont la qualification va de « frère musulman » à « islamiste modéré » ; le pôle des partis de la gauche laïque dans lequel malgré sa fragmentation on retrouve les principaux organisateurs du forum ; le pôle conservateur traditionnel qui regroupe des forces de l'ancien régime et qui reste influent dans la police et l'administration ; le pôle dit des « salafistes » qualifié aussi de « islamiste radical », minoritaire mais très organisé et déterminé. Cette configuration est propice aux provocations ; chaque incident fait exploser l'ensemble. Pour autant, il y a une forme de stabilité relative dans la mesure où aucun pôle ne peut imposer son hégémonie et où la société reste très mobilisée. Après chaque affrontement, on revient à une situation d'équilibre. Pour l'instant, la sécurité nécessaire à la tenue du FSM n'est pas remise en cause ; bien qu'il n'y ait évidemment pas de situation avec un « risque zéro. Il y a aussi un accord pour que le FSM conserve sa dimension mondiale et ne soit pas un enjeu des luttes entre les tendances et un espace d'affrontements sur les questions internes à la Tunisie.

La situation du processus des forums sociaux mondiaux

Le FSM joue un rôle central dans le processus des forums sociaux. Il est l'occasion d'événements spécifiques qui s'y préparent (Forum Mondial Science et Démocratie,

Forums des Autorités locales, Forum de Parlementaires, Forum syndical, Forum des médias libres,..) et de l'organisation d'activités qui sont directement issus d'autres événements qui ont eu lieu ou qui se préparent (Rio+20, Forum des migrants d'Oujda, Forum Free Palestine, Tribunal Russell sur la Palestine, Forum Irakien, Forum Paix et désarmement, Florence+10 sur le mouvement social européen, Forum pan canadien, Forums Paix et désarmement à Sarajevo en 2014, etc.).

Les forums nationaux et régionaux explorent des voies de transformations politiques et ouvrent la question de l'évolution des régimes et des rapports entre les mouvements et les Etats. Des politiques post-néolibérales sont en gestation. Elles ne sont pas anticapitalistes mais elles cherchent des voies d'autonomie par rapport au marché mondial des capitaux et des possibilités de redistribution partielle. Par rapport à la fragmentation du mouvement social dans certaines situations, l'autonomie des mouvements sociaux reste la priorité, y compris dans les négociations et dans le soutien à certains régimes. Les forums thématiques approfondissent l'orientation stratégique, celle de l'égalité des droits et des mobilisations contre la logique du capitalisme. La liste des forums thématiques, régionaux et mondiaux s'allonge ; on en compte une cinquantaine pour la période 2012 à début 2013. Par rapport à la nouvelle période, le FSM de Tunis amorcera la mutation du processus des forums sociaux mondiaux.